

DOCUMENT D'INFORMATION

Plan financier pour la période de 2025-26 à 2027-28

Le budget 2025 favorise la croissance économique de la Colombie-Britannique afin de créer la richesse nécessaire pour assurer les services et programmes sur lesquels comptent les citoyens tout en gérant avec prudence les deniers publics pour renforcer les assises financières de la province.

Le budget vise à consolider la situation financière du gouvernement provincial et fait les premiers pas vers l'établissement à long terme d'un équilibre afin que le gouvernement puisse répondre aux besoins changeants tout en protégeant les services et en développant l'économie de la Colombie-Britannique.

Pour s'assurer que les services de première ligne sont protégés et que les finances de la Colombie-Britannique sont gérées de manière responsable, le gouvernement provincial passe en revue tous les programmes existants pour s'assurer qu'ils demeurent utiles et efficaces, qu'ils permettent aux gens d'assumer leurs coûts et qu'ils contribuent à la croissance économique. Le gouvernement s'efforce d'optimiser l'utilisation des ressources administratives et opérationnelles en réduisant les dépenses discrétionnaires pour les déplacements, les contrats de services conseils et les dépenses de fonctionnement. De plus, il suspend l'embauche, exception faite des rôles essentiels à la prestation de services et de programmes. Ces mesures visent à économiser 300 millions \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, puis 600 millions \$ au cours de chacun des exercices 2026-2027 et 2027-2028.

Perspectives économiques

En l'absence de droits douaniers, la Colombie-Britannique devrait connaître une croissance économique modeste, avec une augmentation du PIB réel prévue à 1,8 % en 2025 et à 1,9 % en 2026, attribuable au ralentissement de l'immigration et à la persistance de l'incertitude commerciale alors que l'inflation tend à la baisse et que le secteur de la construction résidentielle maintient sa résilience. À moyen terme (2027-2029), la croissance économique devrait s'améliorer et s'établir en moyenne à 2,1 % par an, grâce à une hausse continue de l'emploi et des salaires, à une augmentation des dépenses de consommation et à une hausse des exportations soutenue par la production de gaz naturel liquéfié. La possibilité de barrières tarifaires avec les États-Unis pose un risque important pour les perspectives économiques.

Perspectives budgétaires

Le budget 2025 présente un déficit actualisé de 9,1 milliards \$ pour 2024-2025, soit 273 millions \$ de moins que les prévisions du point sur la situation économique et financière de l'automne 2024. Cette amélioration est principalement due à l'augmentation des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés et du revenu net d'ICBC, et elle est partiellement compensée par des dépenses plus élevées, notamment au titre des interventions d'urgence et des soins de longue durée financés par pouvoir statutaire.

Le budget 2025 prévoit une réduction des déficits pendant la durée du plan financier triennal, comme suit :

- 10,9 milliards \$ en 2025-2026

- 10,2 milliards \$ en 2026-2027
- 9,9 milliards \$ en 2027-2028

Perspectives d'évolution des recettes

Les recettes totales du gouvernement devraient se situer à 84 milliards \$ en 2025-2026, à 85,7 milliards \$ en 2026-2027 et à 88,2 milliards \$ en 2027-2028. La croissance des recettes est principalement attribuable à l'augmentation des recettes fiscales liée à la récente croissance démographique et économique ainsi qu'à l'augmentation des recettes provenant du secteur des ressources naturelles. Les perspectives d'évolution des recettes tiennent compte de l'incertitude commerciale liée à la menace de barrières tarifaires américaines, conformément aux perspectives économiques.

Perspectives d'évolution des dépenses

Les dépenses publiques au cours du plan financier triennal devraient s'établir à 94,9 milliards \$ en 2025-2026, à 95,9 milliards \$ en 2026-2027 et à 98 milliards \$ en 2027-2028. Les investissements permettront de financer les programmes et les services sur lesquels comptent les citoyens, y compris les soins de santé, les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances, le logement, la sécurité publique, l'aide aux coûts de la vie et la construction d'une économie plus robuste.

Le budget 2025 comprend des allocations pour imprévus de 4 milliards \$ par année du plan financier pour aider à gérer les pressions sur les services essentiels et d'autres coûts incertains au moment de l'élaboration du budget, y compris les coûts d'un nouveau mandat de négociation collective et les coûts émergents, comme la réponse aux impacts tarifaires potentiels.

Investissements en capital

Le budget 2025 prévoit des dépenses en capital financées à même l'argent des contribuables de 45,9 milliards \$ sur trois ans, dont 15,9 milliards \$ pour renforcer les infrastructures de transport et de transport en commun, 15,5 milliards \$ pour financer les immobilisations dans les soins de santé et 4,6 milliards \$ pour construire, rénover et mettre aux normes antisismiques les écoles.

Le plan d'investissements en capital finance, directement ou indirectement, 180 000 emplois bien rémunérés sur trois ans aux quatre coins de la Colombie-Britannique.

Abordabilité de la dette

La dette absorbée par les contribuables de la Colombie-Britannique est prévue se chiffrer à environ 97,7 milliards \$ à la fin de 2024-2025, soit environ 9,1 milliards \$ de plus que prévu dans le budget de 2024. Cette hausse est attribuable à un solde d'ouverture plus élevé après 2023-2024, à l'augmentation du déficit et à des emprunts anticipés pour répondre aux besoins de financement au début de 2025-2026.

La dette absorbée par les contribuables devrait augmenter de 68,8 milliards \$ au cours du plan financier, alors que le gouvernement provincial continue d'investir dans le renforcement des services publics et la

construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de ponts, de moyens de transport en commun et de logements.

Le ratio de la dette absorbée par le contribuable au PIB, un indicateur clé utilisé par les agences de notation, est prévu se chiffrer à 26,7 % en 2025-2026, à 30,9 % en 2026-2027 et à 34,4 % en 2027-2028. Le ratio de la dette au PIB en Colombie-Britannique demeure l'un des plus bas au Canada et se situe actuellement en dessous de celui de la plupart des provinces, y compris l'Ontario et le Québec. Le coût du service de la dette demeure relativement faible par rapport à d'autres administrations.

Les budgets successifs mettront l'accent sur l'aplatissement du ratio dette-PIB au fil du temps, ce qui permettra à la Colombie-Britannique de conserver l'un des ratios les plus bas par rapport aux autres provinces.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
236 969-0744